

LES GRANDES PUISSANCES ET LE MOUVEMENT HETAIRISTE DANS LES PRINCIPAUTES ROUMAINES *

La nouvelle de l'insurrection hétéariste parvint à Constantinople au moment des négociations ardues qui, depuis cinq années, avaient opposé le baron de Stroganov, envoyé extraordinaire de la Cour de Pétersbourg et le ministère ottoman au sujet de l'exécution du traité de Bucarest. Le mouvement révolutionnaire de Tudor Vladimirescu, qui devait être le signal de l'insurrection générale des peuples chrétiens de la Turquie européenne, menaçait de gagner toute la Petite-Valachie, et cependant l'on discutait encore à Constantinople sur les réparations dues aux Principautés de Valachie et de Moldavie pour les exactions de la Porte.¹ Les premiers avis n'émurent d'ailleurs pas le gouvernement ottoman, persuadé qu'il était de pouvoir étouffer la révolte par ses moyens ordinaires: cinquante villages mis à feu et à sang et quelques centaines de têtes exposées devant le Sérail devaient, comme dans tant d'autres cas analogues, rétablir le bon ordre.²

Mais la saisie de la correspondance d'Alexandre Ypsilanti au prince Miloş, du 7/19 janvier 1821, l'irruption d'Alexandre Ypsilanti en Moldavie et le massacre des Turcs de Jassy et de Galatz, révélant l'étendue du mouvement dirigé contre la domination ottomane, allaient changer les relations de l'ambassadeur russe avec la Porte et amener l'intervention des Grandes Puissances dans cette affaire.

Le baron de Stroganov fut officiellement mis au courant de l'insurrection de Tudor Vladimirescu par le rapport secret du 30 janvier/11 février du consul général Al. Pini, reçu le 7/19 février.³ Afin d'éviter tout faux pas et de s'assurer d'abord jusqu'à quel point la Porte était instruite de la marche des événements et sous quel angle elle l'envisageait, Stroganov ne s'empressa pas de porter à la connaissance du gouvernement ottoman la dépêche de Pini.

* Communication faite à l'*Institute for Balkan Studies*, juin 20 1966.

1. Dépêche de Stroganov à Nesselrode, du 19 février 3 mars 1821 (Moscou, Archives de politique étrangère, no 6710. Par la suite la citation se fera par l'abréviation A.P.E.).

2. Le *Times* du 21 avril 1821.

3. A.P.E., no 6370, fol. 10-11.

Le comité de régence, institué après la mort du prince Alexandre Soutzo, avait caché l'existence des troubles dans l'espoir, prétendait-il, de les étouffer à leur naissance, en réalité parce que ses membres étaient tous affiliés à l'Hétairie. Ce ne fut que le 30 janvier/11 février, après avoir reçu du pacha de Vidine l'offre d'une aide militaire, que le Comité se décida à adresser son rapport à la Porte. Il se bornait, d'ailleurs, à faire le récit des événements et à annoncer qu'il avait pris les mesures nécessaires pour étouffer la révolte, et il cachait soigneusement la proclamation de Vladimirescu et la pétition que celui-ci avait adressée à l'Empereur Alexandre I.¹

C'est dans ces conditions que s'engagea une âpre bataille diplomatique que le baron de Stroganov dut livrer dans une atmosphère de méfiance et de soupçons.

Les débats furent ouverts le 7/19 février par la Porte qui remit à l'ambassadeur de Russie le rapport des boyards valaques et une déclaration qui, tout en signalant la participation d'officiers russes à l'insurrection, évitait de mettre en cause la responsabilité des autorités russes. Le Reis-Effendi demandait seulement à Stroganov d'envoyer par une lettre au consul général de Russie à Bucarest l'ordre de coopérer avec les caïmacams au maintien de l'ordre. Stroganov répondit par une communication empreinte du même esprit de conciliation. Il assura la Porte "des sentiments magnanimes de son Auguste Maître" et déclara Vladimirescu et ses adhérents "aussi coupables envers la Cour impériale qu'envers la S. Porte," pour avoir "osé troubler le repos d'une province placée sous la garantie des deux Cours."²

Ce principe posait le problème du droit de la Porte de rétablir l'ordre par ses troupes et il allait constituer le coeur des débats. Tout en proclamant que le hattichérif de 1802 garantissait aux Principautés l'inviolabilité de leur territoire, Stroganov admit que l'effet de cette garantie pouvait être provisoirement suspendu, mais seulement dans le cas où la sûreté de l'Etat serait menacée d'un danger imminent que le gouvernement local ne pourrait pas conjurer par ses propres forces. Or, la détermination du cas de nécessité impérieuse appartenait au consul général et ce n'était qu'avec son adhésion formelle à la demande des autorités du pays que la Porte pouvait introduire ses troupes dans les Principautés.³

La Cour impériale russe voulait à tout prix empêcher l'occupation des

1. Annexe au rapport précédent.

2. Dépêche de Stroganov à Nesselrode, du 19 février-3 mars 1821 (no 6703 fol 165-177).

3. Sur ce point voir la dépêche de Stroganov à Pini du 24 février/3 mars 1821.

Principautés par les troupes turques. A cette fin, le nouveau prince de Valachie, Charles Callimachi, affilié lui aussi à l'Hétairie, sollicita et obtint pour ses caïmacams qui devaient se rendre en Valachie, l'autorisation de renforcer les ressources locales par le recrutement de quelques centaines de Grecs, et Tudor Vladimirescu, qui pendant la dernière guerre avait obtenu le grade de lieutenant et la protection russe, reçut de Pini la sommation de se rendre à Bucarest.¹

Mais les troupes gouvernementales, commandées par des officiers hétairistes, passèrent à l'ennemi qu'elles devaient combattre et Tudor Vladimirescu, loin d'obéir à l'injonction de Pini, justifia son action par la nécessité de restaurer les droits du pays et de mettre fin aux abus qui, depuis trop longtemps, pesaient sur le peuple. Quant aux représailles dont il fut menacé, il y fit cette réponse: "Je dois vous informer, Monsieur, que si un seul coup de fusil est tiré sur la nation, il n'y aura pas une seule âme de la race des boyards à rester dans le pays valaque."²

L'extension rapide de la révolte prouva que le comité de régence ne pouvait pas l'étouffer par les seules forces du pays. L'assemblée du Divan fit connaître à Pini son intention de demander l'intervention des troupes turques. Pini ne pouvait nier ni le cas d'urgence, ni le droit de la Porte de rétablir l'ordre dans les pays soumis à sa domination. Il fut donc autorisé à reconnaître le cas d'urgence, à condition toutefois que la demande de secours fût adressée formellement par les autorités supérieures du pays (en l'espèce par les caïmacams) et par le Divan, et après avoir obtenu l'adhésion du consul général de Russie. Pini se conforma exactement à ces instructions. "Je tâcherai cependant, "avoue-t-il," de faire traîner autant que possible ma réponse à la demande des boyards."³

Le but poursuivi par les inspireurs du mouvement hétairiste était, de l'aveu du comte Capodistria, de créer dans l'Empire ottoman un état d'anarchie que la Porte ne pût dominer par ses propres forces et de permettre au tsar d'intervenir non comme le chef d'un mouvement révolutionnaire, mais comme le restaurateur de l'ordre, peut-être muni du mandat du Congrès de Laïbach, comme l'avait fait l'Autriche pour restaurer l'ordre en Italie.

Le consul d'Autriche à Bucarest, Fleischhackl von Hakenau, avait percé le jeu. "Toutes les lenteurs mises dans l'emploi des mesures répressives tendent uniquement," disait-il, "à faire gagner du temps pour amener la révolte de la

1. Rapport secret de Pini à Stroganov du 30 janvier/11 février 1821 (A.P.E. no 6370 fol 10).

2. Traduction contemporaine de la lettre de Vladimirescu à Pini, du 1er février 1821 (A.P.E., no 6370, fol. 19-21).

3. Rapport de Pini à Stroganov du 4/16 février 1821 (A.P.E., no 6370, fol. 13-16).

Petite Valachie à un point irréparable.” Capodistria allait dire de même que la Russie ne pourrait intervenir pour soutenir la cause de l’Hétairie que lorsqu’elle y sera forcée “par une *impérieuse nécessité*, par une *nécessité irrésistible*. Cette *nécessité sera impérieuse et irrésistible*, lorsqu’il sera prouvé qu’il n’est plus possible de ramener en Turquie, par les moyens du gouvernement turc, un état de choses compatible avec le maintien de la paix.”¹

Pour cela il fallait empêcher l’entrée des troupes turques dans les Principautés et surtout éviter tout ce qui aurait pu compromettre la Russie. L’adresse supérieure de Stroganov parvint à sauver la situation jusqu’à ce que “les imprudences fatales” du prince Ypsilanti vinrent tout gâter.

Un mois après le soulèvement de Tudor Vladimirescu, Alexandre Ypsilanti, en uniforme de général russe et muni d’un passeport régulier, franchit le Pruth et, arrivé à Jassy, ne fit aucun mystère de ses desseins. Au contraire il agit en maître, comme s’il avait été investi de pouvoirs supérieurs. Il prit en main l’administration du pays et le commandement des forces armées, donna des ordres aux consuls de Jassy et de Bucarest, ordonna le massacre des 200 Turcs qui se trouvaient à Jassy et à Calatz et lança deux proclamations, l’une aux Grecs les appelant aux armes pour la libération de leur patrie et l’autre aux Moldaves pour les rassurer “car si, par hasard, de misérables Turcs dans leur désespoir osent faire des incursions sur votre territoire, n’en soyez pas effrayés, car une force toute puissante est prête à punir leur audace.”² Le lendemain de son arrivée à Jassy, il expédia à Constantinople par l’intermédiaire des consuls russes de Jassy et de Bucarest, un paquet contenant une proclamation, un message pour Stroganov, et six lettres adressées aux principaux membres des éphories de Constantinople et de Patras. “Au nom de l’autorité respectable” c’est-à-dire au nom du tsar, il les informe que “le moment a sonné” et qu’il s’empresse “de se réunir à tous ceux qui se préparent à renverser le joug ottoman.” Dans sa lettre à Stroganov, il écrit: “Dans le cas où la Porte voudrait envoyer des Turcs dans les deux Provinces, vous devez protester, car c’est contre les traités. Je crois que vous devez être sur vos gardes, parce qu’il est probable que l’armée marchera d’un jour à l’autre.” La lettre adressée aux éphores de Constantinople contenait l’ordre de mettre le feu à la ville, de s’emparer de l’arsenal, de couler la flotte ottomane et de se saisir de la personne du sultan.

Stroganov reçut le courrier de Jassy le 3/15 mars, à 10 heures du matin. Les événements qu’il venait d’apprendre lui parurent “empreintes de démence.” Il ne pouvait s’expliquer “l’inconcevable et audacieuse invasion du prince

1. Lettre de Capodistria à l’archevêque Ignatios, du 17/29 juillet 1821.

2. A. Ojetea, *Contribution à la Question d’Orient*, Bucarest, 1930, p. 336.

Ypsilanti en Moldavie” que “par le plus funeste égarement de sa part” Il. prévoyait que les massacres de Jassy et de Galatz auraient pour conséquences de “précipiter vers l’abîme les peuples qu’Ypsilanti prétendait sauver.”¹

Ces événements produisirent un brusque changement dans l’attitude de la Porte envers la Russie, qui lui paraissait agir en parfait accord avec les rebelles. Ce qui a troublé le plus les musulmans, c’est que les insurgés sont sortis de la Russie et ils se réfugient en Russie.² La méfiance de la Porte était encore alimentée par le nouvel ambassadeur de l’Angleterre, Strantford-Canning, qui représentait l’insurrection grecque comme l’effet des instigations de la Russie. Les événements de Moldavie confirmaient tout ce qu’un peuple méfiant, toujours prêt à attribuer aux menées de la Russie les dangers dont il était menacé, pouvait imaginer. Il ne pouvait plus être question de l’un de ces troubles locaux qui formaient la trame ordinaire de la vie provinciale ottomane, mais d’une insurrection générale préparée de longue date, dirigée par un général russe ayant des attaches connues à la Cour, et poursuivant l’émancipation de dix millions de chrétiens de l’Empire ottoman. Michel Soutzo, dont le ralliement à l’insurrection fut le coup le plus dur pour la Porte, avait sollicité l’intervention de la Russie et Ypsilanti avait déclaré qu’il allait être suivi par une armée russe.

La révolte du Monténégro, les troubles de Candie et de Bosnie, le mouvement d’indépendance des Serbes et des Souliotes, l’incurrection de la Valachie et la raideur de l’ambassadeur russe dans ses négociations avec la Porte, prenaient après les événements de Jassy l’aspect d’une insurrection générale contre l’Empire. Personne ne pouvait s’imaginer que les Grecs auraient pu envisager, sans appui étranger, une guerre contre l’Empire ottoman.³

Dans une situation aussi délicate que grave, pour prouver la bonne foi de sa Cour, Stroganov prit le parti de communiquer au gouvernement ottoman les rapports consulaires et les lettres reçues de Jassy. A l’audience qu’il eut le 4/16 mars, il s’efforça d’ôter de l’esprit du gouvernement ottoman l’idée de toute ingérence de la part de la Russie dans l’entreprise d’Ypsilanti et de l’assurer que l’Empereur Alexandre rejeterait la demande de secours militaire que lui avaient adressée le prince Soutzo et les boyards moldaves. Il ajouta que la Porte pourrait renforcer les effectifs de ses troupes du Danube. La Porte prétendit que Stroganov l’avait poussée à recourir aux armes.⁴ Mais l’offre de coopération “soit morale soit effective” — c’est-à-dire militaire — de la

1. Dépêche de Stroganov à Pini du 3/15 mars (A.P.E. 6933 fol. 317).

2. Lettre du Grand Vizir au comte de Nesselrode du 15 juin 1821.

3. A. Prokesch-Osten, *Geschichte des Abfalls der Griechen vom türkischen Reiche im Jahre 1821*. Wien, 1867, vol. III, p. 65-67.

4. Lettre du Grand Vizir à Nesselrode du 15 juin 1821.

Russie pour le rétablissement de l'ordre dans les Principautés, n'était pas de nature à dissiper la méfiance de la Porte. Toutefois, "la séance se termina par des assurances sur les dispositions mutuellement amicales des deux gouvernements."¹

La Porte, quoique très affectée par un complot aux ramifications aussi étendues consentit à ne l'envisager "que comme l'oeuvre d'intrigants sans mandats et de têtes, incluses des doctrines révolutionnaires du jour, se servant audacieusement du nom de la Russie pour accréditer leurs desseins."

Ce qui compliqua encore la situation de Stroganov, ce fut la complicité des négociants russes, tous d'origine grecque, et des plus hauts personnages du Phanar — tels le prince Charles Callimachi et son frère Jean, Nicolas Soutzo frère du prince de Moldavie et son capukéhaïa, Georges Caragea, fils de l'ancien prince de Valachie, le dragoman de la Porte Morousi, le prince Hangerli — qui, avertis par leurs parents résidant dans les Principautés ou en Russie, de se sauver de Constantinople, se précipitèrent à l'ambassade de Russie. Stroganov parvint à aider quelques-uns à s'enfuir en Russie en les munissant de faux passeports. Ceux qui restèrent furent exhortés à la prudence, en attendant que les plus fougueux puissent être éloignés. Mais d'autres, comme Scanavi, Mano, Théodor Rizo et Alexis Photino, furent décapités et leurs corps exposés dans la rue.²

Pour apaiser la Porte, Stroganov pressa la délégation serbe, qui négociait à Constantinople l'octroi de l'hérédité dans la famille de Miloch, de renoncer à cet article que la Porte refusait de lui accorder. "D'ailleurs," écrit-il au comte Capodistria, "lui livrant le fond de sa pensée, de nouveaux avantages pourront être accordés à la Serbie et dérivant tout naturellement d'un ordre de choses qui s'établira dans les pays chrétiens soit qu'on parvienne à étouffer cette révolution en sa naissance, soit que l'époque de la régénération des nations chrétiennes sous la domination ottomane soit effectivement arrivée. Pourquoi faut-il que cette heure ait sonné d'une manière si irrégulière! Cette intéressante nation mériterait une destinée moins accablante."³

Les Puissances alliées, réunies en Congrès à Laibach, apprirent au début de mars les troubles de la Petite Valachie par les dépêches de Pini et les pétitions de Vladimirescu aux Empereurs de Russie et d'Autriche. Les deux souverains virent dans l'insurrection valaque une "funeste ressemblance" avec celle de Naples. Ils se déclarèrent décidés à ne pas traiter avec les rebelles et

1. Dépêche de Stroganov à Nesselrode, du 6/18 mars (très secrète) (A.P.E 6933, fol. 253 et suiv.) et la lettre du Reis-Effendi à Nesselrode du 11 mars.

2. A. Ōfetea, *ouvr. cité*, p. 329-330.

3. Dépêche de Stroganov à Capodistria du 6 mars 1821. A.P.E.

à s'opposer au progrès du mal par tous les moyens à leur disposition. Le tsar approuva la conduite de Pini et l'autorisa à déclarer que le lieutenant Vladimirescu était déchu de sa qualité de chevalier de l'un des ordres russes et qu'il ne possédait plus aucun titre à la protection impériale. Il se déclara prêt à joindre ses forces à celles de ses alliés pour combattre la révolution. De son côté, l'Empereur d'Autriche se montra inquiet de voir les provinces turques limitrophes de ses Etats, en proie à l'anarchie et l'internonce fut chargé de déclarer à la Porte que, si elle requérait un secours d'armes et de munitions, l'Autriche ne refuserait pas de les lui fournir.

Les déclarations de la cour de Russie et ses instructions au baron de Stroganov furent conçues — dit Capodistria — de manière à donner à l'Autriche et à la Porte "la juste mesure de l'improbation solennelle" dont l'Empereur frappait le mouvement révolutionnaire valaque. Dans sa lettre privée au baron de Stroganov Capodistria avoue que la déclaration de la Cour impériale était avant tout destinée "à tranquiliser l'Autriche" qui, engagée à Naples, éprouvait la plus vive inquiétude au sujet de la Transylvanie où le mouvement révolutionnaire de la Petite Valachie eut un profond retentissement. "Et" ajoute-t-il, "si nos explications amènent les troupes du pacha de Vidine ou de tout autre en Valachie, croyez, Mr le Baron, qu'il n'y aurait pas moyen d'éviter ce grave inconvénient, qui cependant n'aura pas lieu, parce que les Valaques redoutent les Turcs plus encore que les pandours."¹ Ce que la Cour impériale désirait le plus vivement, c'était de voir les troubles apaisés par l'hospodar Callimachi et non par la force des Turcs. "C'est à ce grand but que doivent tendre, Mr le Baron, tous vos efforts."

Mais les efforts de la mission impériale russe pour rassurer la Porte tout en protégeant les Grecs devenaient de plus en plus difficiles.

Moins de deux semaines après le départ du courrier portant la condamnation du mouvement de Tudor Vladimirescu, les membres du Congrès apprirent l'incursion d'Alexandre Ypsilanti en Moldavie, qui ouvrait "une nouvelle scène énorme" à la révolution.² Metternich craignait que la Russie ne profitât des circonstances pour réaliser les buts historiques de sa politique orientale. Mais le tsar le rassura, n'hésitant pas à condamner, dans les termes les plus catégoriques, l'entreprise d'Alexandre Ypsilanti: "Aucun secours, direct ou indirect, ne saurait vous être accordé par l'Empereur... Vous n'êtes plus, ni vous, ni vos frères, au service de Sa Majesté l'Empereur."

1. Lettre particulière de Capodistria a Stroganov du 23 février/7 mars.

2. A. Oșetea, *Tudor Vladimirescu și mișcareă etermină în Tăările Române (1821-1822)*, Bucarest, 1945, p. 202.

Le désaveu du tsar fut inséré dans le journal officieux de Metternich, l'*Oesterreicher Beobachter* de Vienne, du 17/29 mars, et diffusé en Transylvanie et dans les Principautés. Le communiqué ajoutait que les ordres les plus formels avaient été transmis au comte Wittgenstein, commandant en chef des troupes russes de Bessarabie, d'observer une stricte neutralité à l'égard des troubles éclatés dans les Principautés. L'empereur d'Autriche, "partageant les vues de l'empereur de Russie et formant les mêmes vœux pour la sécurité de l'Empire ottoman" envoya à l'internonce des instructions analogues à celles destinées au baron de Stroganov.

Le baron de Stroganov fut chargé "d'assurer de nouveau la Porte des sentiments d'étonnement, de peine et d'indignation," avec lesquels l'Empereur avait appris que le prince Ypsilanti était à la tête des insurgés. Il devait présenter au ministère ottoman la lettre de désaveu du prince Ypsilanti et hâter le départ pour la Valachie du prince Callimachi. L'empereur se déclarait persuadé qu' "arrivé sur les lieux, investi de pouvoirs extraordinaires et soutenu par des forces suffisantes," le nouveau prince saurait rétablir promptement l'ordre dans les Principautés.

Mais le tsar entendait réduire à cette seule mesure l'initiative de la Porte. "Toute autre mesure et, surtout, toute mesure violente, en provoquant des réactions inévitables, amènerait les inconvénients les plus graves qu'a toujours amenés l'intervention exclusive du pouvoir public et militaire dans les affaires intérieures des Principautés."¹ L'essentiel était, selon les instructions du Cabinet impérial russe, de limiter la révolution aux contrées où elle a pris naissance, c'est-à-dire aux Principautés. Enfin — et cet aveu est significatif — le Cabinet lui recommande "de ne pas compromettre dans cette fâcheuse affaire ni le prince Michel Soutzo, ni les boyards moldaves. Leur démarche n'est qu'une erreur, mais la Porte y verrait un crime qu'elle ne pardonnerait pas et dont l'expiation coûterait du sang aux Principautés."²

Cette réserve qui tendait à prévenir l'occupation des Principautés par les troupes turques devait considérablement affaiblir l'effet de la communication du tsar. En outre, la Porte trouvait que la lettre de désapprobation du tsar contenait trop de ménagements pour Ypsilanti. La phrase reconnaissant que "plus d'une circonstance inspire aux Grecs le vœu de ne pas toujours rester étrangers à leur propre destinée" sonnait comme une justification de leur soulèvement. Dans ces conditions, le désaveu du tsar avait l'air de condamner moins l'insurrection, que le moment et la manière qu'elle avait adoptés.³

1. Dépêche du 14/26 mars (A.P.E., no 3102).

2. *Ibidem*.

3, Prokesch-Osten, *ouvr. cité*, vol. III, p. 65-66.

Le baron de Stroganov n'avait pas attendu les instructions de sa Cour pour prévenir les effets "des imprudences fatales" d'Alexandre Ypsilanti. Il eut à sa demande trois entrevues, les 4, 8 et 12 mars, avec le Reis-Effendi. Il remit à celui-ci les lettres d'Ypsilanti et de Michel Soutzo et les rapports de Pini et, condamnant dans les termes les plus catégoriques l'entreprise d'Ypsilanti, il parvint à calmer les appréhensions du gouvernement ottoman. Au cours de l'audience du 12 mars, il s'engagea à donner l'ordre au consul de Jassy de désavouer formellement Ypsilanti et ses adhérents et de sommer les rebelles à se retirer en Russie; à faire connaître à tous les consuls du Levant les sentiments bienveillants de son Empereur à l'égard de la Porte; il promit même de se consulter avec les autres ministres résidents à Constantinople sur la visite par des officiers turcs des bateaux qui allaient franchir les Détroits, pour arrêter la fuite des sujets ottomans. Mais il rejeta la demande à laquelle la Porte tenait le plus: à l'extradition de Michel Soutzo et au droit de poursuivre et de punir Al. Ypsilanti et ses adhérents. Il exigea que tous les prévenus fussent d'abord jugés. En outre, à sa recommandation, les chefs de la communauté grecque du Phanar, rassemblée le 11/23 mars au palais de la patriarchie, se portèrent garants de la fidélité de leurs coreligionnaires de Constantinople et de ses environs. Le patriarche exhorta par une lettre pastorale ses fidèles à la paix et les délia du serment de fidélité prêté à l'Hétairie. Stroganov ordonna que tous les magasins d'armes appartenant à des sujets russes fussent fermés et les armes livrées aux autorités turques.¹

Mais à l'occasion de la levée en masse proclamée par le sultan, le fanatisme de la plèbe se déchaîna. Des négociants et marins étrangers furent molestés, pillés, tués. Dans la nuit du 23 au 24 mars, les janissaires se préparèrent à exterminer tous les Grecs de Constantinople. Pour les apaiser, le sultan dut déclarer la religion en danger et promettre de venger les musulmans massacrés à Jassy et à Galatz. Cette déclaration fut le signal d'armements fébriles. Le trésor assigna les sommes nécessaires à l'équipement et à la concentration d'une armée de 36.000 hommes dans les forteresses du Danube.²

Pour empêcher ces troupes d'occuper les Principautés, Stroganov invoqua les suppliques adressées par les boyards valaques et moldaves, le 11/23 avril, à la Porte pour exprimer leur soumission et leur fidélité³ et rappela au Reis-Effendi sa déclaration du 3/15 avril, suivant laquelle "si l'effet des exhortations de la Cour impériale ramenaient les boyards et les autorités locales à

1. A. Oțetea, *ouvr. cité*, p. 328.

2. N. Iorga, *Actes et fragments*, vol. II, p. 569.

3. *Ibidem*, p. 575.

leurs devoirs et à une prompte soumission à la Porte, elle regarderait l'événement comme n'ayant pas du tout existé."¹

Stroganov fit observer que, puisque Michel Soutzo était parti et que le prince Ypsilanti s'était retiré, la Porte n'avait plus de raison d'occuper les Principautés. Il proposa donc à la Porte d'envoyer promptement dans les Principautés un ou deux hospodars (celui de Moldavie en remplacement du prince Michel Soutzo n'était pas encore nommé) et de donner des ordres sévères aux commandants des troupes qui les accompagneraient de respecter les personnes, leur fortune et les privilèges des Principautés.²

En même temps, il suggère au gouvernement ottoman de s'adresser à l'internonce pour faciliter l'éloignement du prince Ypsilanti par les Etats autrichiens "car" dit-il "rien ne serait plus dangereux que de le laisser passer en Serbie, en Morée, ou dans d'autres contrées ottomanes." Or, l'admission du chef de l'insurrection dans les Etats autrichiens conjurerait les dangers et écarterait la dernière entrave à la pacification des Principautés.³

Les communications et les représentations de Stroganov au sujet des troubles survenus dans les Principautés, même après l'apparition d'Ypsilanti, parvinrent sinon à dissiper, du moins à calmer les anxiétés de la Porte et à rétablir les relations normales entre l'ambassade russe et le gouvernement ottoman. Rien de plus significatif à ce propos que la facilité avec laquelle la Porte se prêta à un arrangement au sujet des indemnités dues aux Principautés pour les infractions au traité de Bucarest et pour les charges illégales imposées durant les règnes de Caradja et d'Al. Soutzo, obstinément niées pendant cinq ans. La Porte adhéra même spontanément à deux clauses essentielles, catégoriquement repoussées auparavant, celle concernant la fixation de limites à la liste civile des hospodars et celle concernant la liberté du commerce (dont les Principautés allaient jouir après avoir assuré les fournitures régulières de Constantinople) que, deux mois auparavant, elle avait considérée "comme le signal de la famine pour la capitale et comme une mesure destructive des règlements fondamentaux de l'Empire."⁴

A force d'esprit de décision, d'initiative hardie et d'ingéniosité, Stroganov se tira des situations les plus critiques et parvint, contre les indices les plus accablants, comme la correspondance d'Ypsilanti avec le prince Miloch, l'affiliation à l'Hétairie des sujets russes de Constantinople, la qualité d'officiers russes des chefs de l'insurrection et les déclarations imprudentes d'Ypsilanti,

1. Lettre de Stroganov au Reis Effendi, du 7 avril 1821 (A.P.E. no 7591, fol. 204).

2. A.P.E., no 7592, fol. 214 et suiv.

3. Protocole de la conférence du 25 avril (Ad. no 43, fol. 184).

4. Protocole de la Conférence tenue le 22 avril/3 mai 1821 (A.P.E. no 7592, fol. 214 et suiv.) Dépêche de Stroganov à Nesselrode du 10/22 avril 1821 (A.P.E., no 7592, fol. 211).

à défendre la Russie contre tout soupçon de complicité avec les insurgés et à empêcher l'occupation des Principautés par les troupes turques. Il s'est porté spontanément garant des sentiments bienveillants de son souverain à l'égard de la Porte et a condamné le mouvement insurrectionnel sans avoir eu d'instructions de sa Cour depuis quatre mois.

Aussi lorsque la nouvelle des événements survenus en Valachie parvint à Laïbach, le cabinet impérial approuva-t-il complètement toutes les démarches de son représentant à Constantinople. "Il était impossible de mieux connaître, ni de mieux signaler le but et le caractère de ma politique" écrit l'Empereur. "Loyal envers la Porte, humain envers des infortunés que nous ne saurions livrer sans défense à des réactions cruelles... que la Porte soit convaincue qu'il n'entrera jamais dans mes principes d'encourager l'insurrection."¹ Stroganov fut promu conseiller privé et l'Empereur fit mettre à sa disposition un vaisseau de guerre pour la sécurité des sujets russes et de l'ambassade impériale.

C'est dans le même sens que s'exprime Capodistria dans sa lettre particulière du 14/26 mars: "Dans les démarches que vous avez faites auprès du gouvernement turc, dès la première nouvelle des troubles de Valachie, vous avez complètement pressenti et deviné les intentions de votre Auguste Maître."²

Puis tout à coup, à la fin du mois d'avril, un changement "extrême" se produisit dans l'attitude de la Porte envers la Russie. Stroganov l'attribua aux intrigues de l'ambassadeur d'Angleterre. En effet, l'Angleterre tenait à l'intégrité de l'Empire ottoman et, par conséquent, était hostile à tout mouvement d'émancipation des peuples chrétiens. Son ambassadeur à Constantinople, Strantford Canning, a été pour beaucoup dans la politique accommodante de la Turquie envers la Russie et a sans doute contribué aux mesures destinées à enlever à celle-ci tout motif d'intervention. Mais la Porte n'avait pas besoin des conseils de l'ambassadeur anglais pour attribuer à la Russie les plus noirs desseins. Capodistria a parfaitement défini dans sa lettre particulière les difficultés de la position de l'ambassadeur de Russie près la Porte: "D'une part, vous avez à faire à un gouvernement qui ne se laissera jamais convaincu de la sincérité de votre langage. Vous êtes, de l'autre, appelé à convertir et à diriger des hommes qui jamais ne se persuaderont de la neutralité de la Russie. Tous les Grecs en état de penser et d'agir sont nés et élevés dans l'idée fixe que la Russie ne les protège que pour chasser les Turcs de l'Empire."³ Capodistria lui recommande surtout de "maintenir sur une ligne de con-

1. Projet de rescrit impérial au baron de Stroganov, secret, du 31 mars 1821.

2. Dépêche de Capodistria à Stroganov du 14/26 mars 1821 (A.P.E. no. 3104, fol. 31).

3. Dépêche de Capodistria à Stroganov du 16/28 mars 1821 (A.P.E., no. 3104, fol. 31 et suiv.).

duite ferme et loyale" les consuls et vice-consuls du Levant: "Ils sont tous ou Grecs d'origine, ou nés en Grèce. C'est plus qu'il n'en faut pour succomber à la tentation du moment, et même, s'ils résistent, pour encourir le reproche de ne pas s'être prononcé avec une énergie qui éloignât tous les soupçons et toutes les méfiances dont ils seront l'objet."¹

Au contraire, ils firent tout pour alimenter les soupçons de la Porte et aggraver la situation de l'ambassadeur russe. Lorsque des émeutes éclatèrent en Morée, du côté de Patras et dans l'Archipel, le vice-consul Giani de Simpe se compromit au point que le Reis-Effendi dut demander son remplacement et les vice-consuls Milonas de Chio et Moustoxidi des Dardanelles, pris de peur, abandonnèrent leur poste et disparurent. Le consul André Pisani de Jassy, au lieu de protester contre l'apparition d'Ypsilanti et de faire mine de l'arrêter—ce qui aurait mis l'ambassadeur à l'aise—se mit à sa disposition. Enfin, Al. Pini, consul général à Bucarest, s'enfuit en Transylvanie, à l'approche d'Ypsilanti au lieu de suivre les caïmacams à Giurgiu ou à Constantinople, comme le lui avait prescrit Stroganov. Tous étaient du complot et tous prirent peur après le désaveu du tsar.

Par leur conduite, ils renforcèrent la décision de la Porte de rétablir elle-même l'ordre dans les Principautés, de prévenir le renouvellement de ces désordres en nommant des *mouhafiz* ou gouverneurs militaires "chargés de la direction des affaires jusqu'au rétablissement de l'ordre et de la tranquillité et d'exiger l'extradition des fugitifs."

Stroganov rejeta le projet de la Porte comme contraire aux traités et continua à affirmer que seule l'installation des hospodars pouvait rétablir l'ordre et la paix dans les Principautés.²

Les négociations entre l'ambassadeur de Russie et le gouvernement ottoman en étaient à un point mort lorsque la nouvelle du soulèvement du Péloponèse déchaîna la fureur des Turcs. Les membres du clergé orthodoxe de Constantinople furent arrêtés sous l'inculpation de haute trahison. Le patriarche, trois métropolitains et 80 évêques furent exécutés et leurs cadavres profanés. Ces atrocités soulevèrent l'indignation du monde civilisé. Le gouvernement autrichien reconnut que "aucune puissance ne pouvait rester indifférente aux mesures d'extermination que dictait à la Porte la fureur de son fanatisme." Metternich déclara au comte de Nesselrode que la Cour de Vienne ressentait l'offense infligée à l'Eglise orthodoxe dans la personne de son chef, "comme une insulte à l'adresse du pape."³

1. Protocole du 25 avril.

2. Prokesch-Osten, vol. III, p. 76-77.

3. Prokesch-Osten, *ouvr. cité*, vol. III, p. 77-78, 87-88.

Et cependant, malgré l'opinion publique de leurs pays, favorable à la cause grecque les Grandes Puissances s'unirent par une déclaration commune qui réaffirmait le droit des puissances alliées de défendre les autorités légitimes contre la révolution. La déclaration, publiée au nom de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse, fut approuvée aussi par l'Angleterre et la France. La révolution grecque fut donc condamnée par la Sainte Alliance avec le consentement de l'Angleterre qui, pour des raisons politiques et commerciales, avait fait de l'intégrité de l'Empire ottoman le principe fondamental de sa politique orientale.¹

Un projet de note du 1/13 juin² à remettre à la Porte par Stroganov et approuvé par l'empereur après son retour à St. Pétersbourg, montre clairement le parti que le cabinet impérial comptait tirer des événements de Constantinople et jette une lumière nouvelle sur ses rapports avec l'Hétairie.

Le cabinet impérial accuse la Porte d'avoir déclaré la guerre à la religion chrétienne et d'avoir armé contre la population orthodoxe de l'Empire ottoman la totalité de ses sujets ottomans, ce que l'on n'avait plus vu depuis quatre siècles.

La première conséquence que le cabinet impérial tire de ces événements est un avertissement: "Or" dit-il "si les désordres devaient continuer ou ne comportaient plus de remèdes, la Russie, loin de trouver un gage de paix dans la durée de l'Empire ottoman, se verrait, au contraire forcée d'accomplir tôt ou tard ce que lui commanderait sa religion insultée, ses traités enfreints, ses coreligionnaires proscrits."

L'avertissement est suivi d'une menace directe, lancée au nom de la Sainte-Alliance: "La cause plaidée par le Russie est une cause européenne." C'est en cette qualité que la Russie fait le procès de la Turquie.

"La S. Porte place la chrétienté dans l'alternative de se demander si elle peut rester spectatrice immobile de l'extermination d'un peuple chrétien, si elle peut tolérer de continuelles insultes à sa religion, si elle peut admettre l'existence d'un Etat qui menace de troubler cette paix que l'Europe a achetée avec tant de sacrifices."

L'allusion à l'alliance contre Napoléon est destinée à présager la solidarité des membres de la Sainte-Alliance.

Au cas où les mesures qui ont soulevé l'indignation du monde civilisé auraient été exécutées contre le gré de la S. Porte, le cabinet impérial demande que les églises détruites ou pillées soient remises en état de servir et qu'une distinction équitable soit établie entre les auteurs des troubles et les innocents.

1. Harold Temperley, *England and the dogma of Turkey's independence from Palmerston to Disraeli (1856-1875)*. Le Bulletin du VIII^e Congrès International d'histoire, Zürich, 1938, p. 213 - 214.

2. A.P.E., no 1870, fol. 128-140.

“Si cependant le gouvernement turc témoignait, contre toute attente, que c’est par suite d’un plan librement arrêté qu’il prend les mesures (contre la religion chrétienne), il ne resterait à l’Empire qu’à déclarer dès à présent à la S. Porte... qu’elle se constitue en état d’hostilité ouverte contre le monde chrétien, qu’elle légitime la défense des Grecs qui dès lors combatteraient uniquement pour se soustraire à une perte inévitable et que, vu le caractère de cette lutte, la Russie se trouverait dans la stricte obligation de leur offrir aide, parce qu’ils seraient persécutés; protection, parce qu’elle en aurait le droit; assistance, conjointement avec toute la chrétienté, parce qu’elle ne pourrait livrer ses frères de religion à la merci d’un aveugle fanatisme.”

L’ambassadeur reçut l’ordre de laisser à la Porte un délai de huit jours pour répondre à la note russe. Au cas où la Porte ne donnerait pas satisfaction, à l’expiration du délai fixé, l’ambassadeur devait quitter Constantinople avec tous les employés de l’ambassade.

Le gouvernement turc était donc mis dans l’alternative de changer de système, en adhérant à toutes les mesures énumérées dans la note russe ou de continuer sa politique de destruction et de profanation qui rendrait impossible sa coexistence avec les gouvernements chrétiens.

Dans sa lettre particulière du 16 juin, Capodistria précise le caractère et le but de la politique du cabinet impérial. Tout en autorisant Stroganov à adoucir, s’il le jugeait nécessaire, les termes de la note, il lui donne des directives qui vont dans le même sens: imposer à la Porte un plan qui rende possible la pacification des Principautés, avec la coopération de la Russie, et le désarmement graduel des Grecs dans les autres provinces de l’Empire. Mais la Porte ayant déclaré naturelle et religieuse la guerre qu’elle faisait aux Grecs, Capodistria exige “les plus fortes garanties qui puissent engager la nation grecque à déposer les armes avec la certitude de ne pas compromettre son existence.”

En conséquence “ou bien le gouvernement ottoman fera un retour salutaire sur lui-même et adoptera les mesures permettant aux gouvernements chrétiens à entretenir avec lui des relations amicales et pacifiques.

“Ou bien, la Providence aura arrêté que c’est par d’autres voies que, de concert avec les cours alliées et du consentement de tous les gouvernements d’Europe, la Russie est appelée à défendre la cause de la religion et de l’humanité, de la paix et de cette union intime qui s’est si heureusement établi entre les Puissances européennes. Les réponses que vous recevrez, par le Baron, vont résoudre cette immense question.”¹

Voilà la confirmation de ce qui se déduisait déjà de l’analyse des événe-

1. Copie d’une dépêche confidentielle au Baron de Stroganov, St. Petersburg, le 16/23 juin 1821. (A.P.E., 1871 fol. 148).

ments: le cabinet impérial russe comptait intervenir dans les Principautés danubiennes de concert avec ses alliés, comme l'Autriche l'avait fait en Italie. "Les imprudences fatales d'Ypsilanti" lui enlevèrent les chances de cette combinaison.

Le supplice du patriarche lui permit de prendre la défense de la religion et d'espérer pouvoir recourir "avec le consentement de tous les gouvernements d'Europe," "à d'autres voies," c'est-à-dire à la guerre, pour réaliser les buts de sa politique orientale. La pacification des Principautés et le sort de la nation grecque n'étaient que des moyens pour résoudre enfin "l'immense question" du sort de l'Empire ottoman.

Le 28 juin, Alexandre Ier approuva le texte définitif de la note que Stroganov devait présenter au ministère ottoman le 6/18 juillet.

Le 14/26 juillet, le Reis-Effendi envoya quérir les dragomans de l'ambassade russe pour leur remettre la réponse de la Porte. Mais le terme ayant expiré, ils refusèrent d'accepter la note et déclarèrent que Stroganov allait se rendre avec tout le personnel de l'ambassade à Odessa pour y attendre les ordres de son souverain.¹

Dans sa note, la Porte déclare que la mobilisation militaire est une mesure d'ordre interne qui ne menace personne, qu'en envoyant des troupes dans les Principautés elle n'a pas voulu violer les privilèges de ces pays, mais seulement nettoyer le pays des rebelles. Elle repousse l'accusation de persécuter les Grecs à cause de leur religion et de mener contre eux une guerre d'extermination uniquement parce qu'ils sont Grecs: le patriarche aurait été exécuté comme traître, non comme chef de l'Eglise orthodoxe; après le rétablissement de l'ordre, les églises détruites ou avariées seraient restaurées, et aussitôt que les Principautés auraient été nettoyées des rebelles et les transfuges extradés par la Russie, les troupes ottomanes seraient rappelées.

Bien que la Porte ne fit aucune concession aux exigences russes, les ambassadeurs d'Angleterre et d'Autriche prièrent Stroganov de recevoir la note turque et d'ajourner son départ. Mais Stroganov se montra inflexible et, après avoir confié les sujets russes aux soins de l'internonce, le 10 avril, il s'embarqua pour Odessa. La guerre entre la Russie et la Turquie paraissait inévitable.

Les efforts combinés de l'Angleterre et de l'Autriche parvinrent à l'éviter. Lord Castlereagh et Metternich représentèrent à l'Empereur Alexandre Ier que les événements de l'Empire ottoman avaient été provoqués par le même esprit révolutionnaire que les alliés avaient combattu en Italie et qu'il fallait laisser à l'autorité légitime, c'est-à-dire à la Porte, le soin de rétablir l'ordre, et enfin que les buts poursuivis par les Grecs étaient incompatibles avec le système politique institué par les traités de 1815.

1. Prokesch-Osten, *ouvr. cité*, vol. III, p. 132.

Au mois d'octobre, l'Angleterre et l'Autriche répondirent à la note que le cabinet impérial russe avait adressée, le 4 juillet, aux Cours alliées pour savoir quelle serait leur attitude si une guerre éclatait entre la Russie et la Turquie et quel système elles proposeraient pour remplacer la domination ottomane, si cette domination était renversée par la guerre. Les cours alliées répondirent qu'elles n'avaient aucune proposition à faire au sujet du remplacement du système existant en Orient et que toute tentative de démembrement de l'Empire ottoman se heurterait à l'opposition unanime des Puissances européennes.

L'entente anglo-autrichienne, secondée par la France et la Prusse, découragea l'intervention russe. Pour faciliter la reprise des relations diplomatiques entre la Russie et la Turquie, les cabinets de Vienne et de Londres s'efforcèrent d'obtenir de la Porte les satisfactions que la Russie était en droit d'exiger en vertu des traités, en premier lieu l'évacuation des Principautés et, par conséquent, la réorganisation de ces pays de concert avec la Russie; ensuite, la reconstruction des églises détruites par la populace; enfin, l'assurance que la religion chrétienne serait protégée.

Les Grandes Puissances ont abandonné les Grecs à leur sort parce qu'elles avaient peur de toucher à la dangereuse question d'Orient et ont laissé les Turcs mener contre les Grecs une guerre d'extermination. Mais elles n'ont pas pu replacer la Porte dans la situation où elle se trouvait avant l'insurrection hétériste, tant par rapport aux Grecs que dans ses relations avec la Russie. Les revers même que les hétéristes éprouvèrent dans les Principautés ont puissamment contribué à aveugler les Turcs sur leur situation. Ils se figurèrent que la Russie ne pourrait rien contre eux, parce que les autres puissances s'opposeraient toujours à ses desseins.

Dans leur aveuglement, ils menacèrent d'exterminer la nation grecque toute entière. Mais devant la fureur d'un ennemi implacable qui ne laissait derrière lui que la ruine et la mort, les paysans et les marins de la Grèce levèrent les armes pour défendre leur vie, leur fortune et leur honneur. "Chaque homme qui a pris les armes en Grèce a un tombeau, une maison, une famille à défendre", écrivait Capodistria à l'archevêque Ignatios au mois de juillet 1821. "Chaque marin, au point où en sont les choses, n'a qu'à vaincre ou à mourir." C'est la rage dévastatrice des Turcs, menaçant l'existence de tous, et le souvenir d'une oppression séculaire qui unirent en un mouvement national les centres de défense épars, isolés, sans plan d'ensemble, et transformèrent le complot hétériste en une révolution nationale qui devait assurer l'indépendance du pays. La Grèce unie et libre n'a pas été donc créée par les combinaisons des Grandes Puissances, mais par l'héroïsme immortel du peuple grec.